

# PÔLEMAG

LE MAGAZINE D'INFORMATION DE L'IPE-PÔLE DE DAKAR

# #27

FÉVRIER 2018

DOSSIER

# RÉDUIRE L'IMPACT DES CRISES

ENTRETIEN

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT  
GÉNÉRAL ET DE L'INSTRUCTION  
DU SUD SOUDAN

ZOOM

MÉTHODOLOGIE  
D'ANALYSE DES  
RISQUES



Institut international de  
planification de l'éducation

Pôle de Dakar  
ANALYSE SECTORIELLE EN ÉDUCATION

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



# sommaire #27

FÉVRIER 2018

|  |   |
|--|---|
| 2  | 3   |
| ÉDITO  | ACTUS   |
| 6  | 7   |
| PAROLE D'EXPERT<br>Bâtir des systèmes éducatifs résilients | ZOOM<br>Une méthodologie dédiée aux risques intégrée aux analyses du secteur de l'éducation |
| 8  | 14  |
| DOSSIER<br>Réduire les risques                             | INTERVIEW<br>Esther Akumu   |
| 16   | 17  |
| PUBLICATIONS   | MISSIONS DANS LES PAYS  |

## PÔLEMAG

IPE - Pôle de Dakar  
Almadies - Rte de la plage de Ngor - BP3311 Dakar Sénégal  
Tél. : + 221 33 859 77 30  
[www.poledakar.iiep.unesco.org](http://www.poledakar.iiep.unesco.org)

L'IPE-Pôle de Dakar est l'antenne africaine de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO, seul institut spécialisé des Nations unies ayant pour mandat de soutenir l'analyse, la planification et la mise en œuvre des politiques éducatives.  
Les articles contenus dans cette publication expriment le point de vue de ses auteurs et pas nécessairement celui de l'IPE ou de l'UNESCO.  
La lettre d'information est publiée tous les six mois, en français et en anglais.

Directeur de la publication : Guillaume Husson  
Conception et rédaction : Jonathan Jourde, Léonie Marin  
Dossier : Leonora MacEwen  
Maquette : [by Reg] Régis L'Hostis, Dakar.

Contact :  
[pdkcontact@iiep.unesco.org](mailto:pdkcontact@iiep.unesco.org)

# Atténuer les risques et augmenter la résilience

PAR **GUILLAUME HUSSON** - COORDONNATEUR DE L'IIPE-PÔLE DE DAKAR

Crise politique, crise sanitaire, crise climatique, les systèmes éducatifs sont rarement suffisamment préparés à faire face aux situations d'urgence. Et si la fréquence des menaces est inconnue, les effets sont généralement dévastateurs pour l'école, conduisant à une rupture des apprentissages, voire à l'abandon scolaire pur et simple. Dans le monde, 75 millions d'enfants vivant dans un pays affecté par une crise ont besoin d'un soutien éducatif<sup>1</sup>.

Comment faire face aux crises ? Comment améliorer les capacités des systèmes à réduire leurs impacts ? Renforcer la résilience des systèmes éducatifs par une planification adaptée aux situations de crise est une priorité de l'IIPE. Notre institut a développé, avec ses principaux partenaires, des orientations stratégiques et des outils dédiés à la planification de l'éducation adaptés aux situations de crises. Forts de notre expérience sur cette thématique en Afrique, nous travaillons également en collaboration avec l'UNICEF au développement d'une nouvelle méthodologie dédiée à l'analyse des risques et vulnérabilités.

Atténuer l'impact des crises appelle à renforcer les relations avec les partenaires. Une planification adaptée aux vulnérabilités doit faciliter le dialogue entre les acteurs du développement et ceux de l'humanitaire afin que les plans d'interventions soient coordonnés et alignés sur les priorités gouvernementales des plans sectoriels.

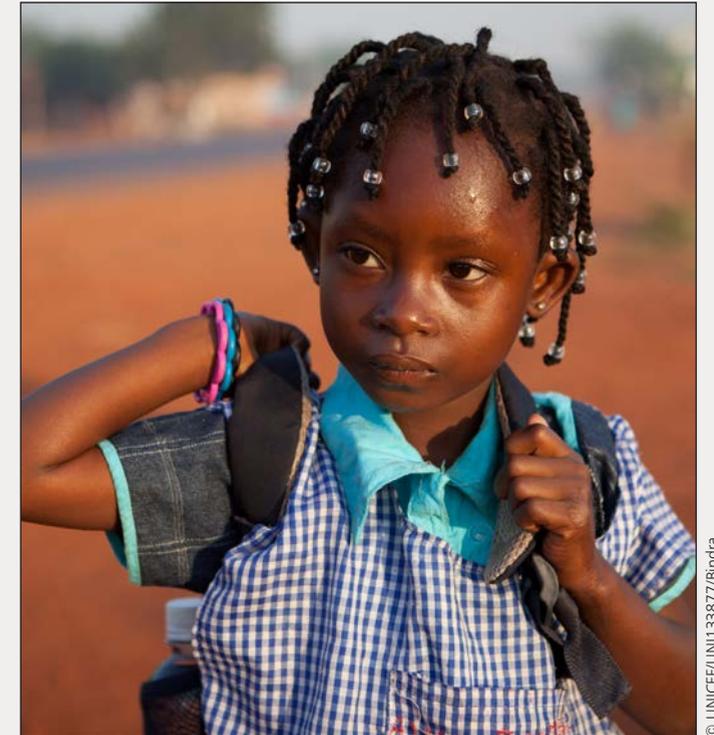
Un dollar investi dans la réduction des risques pourrait épargner jusqu'à 7 dollars en coût de reconstruction<sup>2</sup>. Prendre en compte les risques dans l'analyse et la planification des systèmes éducatifs est donc un investissement judicieux.

1. ODI Education cannot wait. Proposing a fund for education in emergencies, p. 7.

2. IIEP Policy Brief - Conflict-sensitive and risk-informed planning in education – Lessons learned.

## AU MALI, LA CRISE A DÉTÉRIORÉ LES SCOLARISATIONS DANS TOUT LE PAYS

Une analyse du secteur de l'éducation et de la formation au Mali, menée au cours de l'année 2017 par une équipe technique nationale et appuyée par l'IIPE-Pôle de Dakar, avec la collaboration du bureau de l'UNESCO à Dakar et de l'UNICEF, a mis en évidence l'impact négatif de la crise politique dans l'ensemble du pays. Alors qu'une dynamique positive était globalement observée et que les autorités étaient engagées dans la poursuite des objectifs de développement durable qui ambitionnent, entre autres, que tous les enfants suivent un cycle complet d'enseignement de base gratuit et de qualité, la crise politique a réduit nombre d'efforts faits en faveur de l'éducation. Un recul des scolarisations est même enregistré. Entre 2010 et 2016, le taux d'accès à l'enseignement de base a chuté de 82,5 % à 67 %. Ceci signifie, qu'aujourd'hui, au Mali, un enfant sur trois n'entre pas à l'école. Le niveau d'achèvement d'un enseignement de base de neuf années est également très préoccupant : seuls 30 % des élèves finissent ce cycle. Par ailleurs, la qualité de l'éducation reste faible. Ainsi, en 2015, à peine 20 % des élèves ont obtenu un résultat supérieur à 10 sur 20 à l'examen de fin de 9<sup>e</sup> année, un niveau équivalent au socle de connaissances minimales pour acquérir une alphabétisation durable.



© UNICEF/UNI133877/Bindra

L'analyse du secteur de l'éducation révèle également que ce n'est pas dans les zones touchées par la crise que les taux de scolarisation ont le plus chuté, mais dans les régions du Mali restées épargnées des violences. Une crise n'est pas cloisonnée. Et du fait des déplacements massifs des populations, un important flux d'élèves s'est dirigé vers les villes de l'intérieur du pays. Le gouvernement a bien donné consigne d'accueillir inconditionnellement tous les élèves déplacés, déstabilisant par

endroit les établissements, mais force est de constater que de nombreux enfants n'ont pas été réintégrés dans le système éducatif. Et ce qui est le plus préoccupant pour l'avenir est peut-être ailleurs : parmi les parents ne scolarisant pas leurs enfants, 60 % pensent que l'école n'a pas d'intérêt. Ce constat invite les autorités à penser, définir et mettre en œuvre des stratégies en vue d'améliorer la demande des familles pour l'école dans l'ensemble du pays. ■

## PSGSE : ARRIVÉE DE LA 11<sup>e</sup> PROMOTION ET REMISE DES DIPLÔMES AUX ÉTUDIANTS DE LA 10<sup>e</sup>

Les étudiants de la 11<sup>e</sup> promotion de la formation *Politiques sectorielles et gestion des systèmes éducatifs* (PSGSE) ont pris part, du 9 au 17 octobre 2017, à leur premier regroupement présentiel, qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal. Les étudiants venus de 7 pays d'Afrique subsaharienne se sont retrouvés pour acquérir les premières notions en économie de l'éducation.

Le mois suivant, 36 étudiants de la 10<sup>e</sup> promotion ont reçu avec fierté leur certificat de participation en la présence du doyen de la FASTEF, le professeur Mamadi Biaye, et du coordonnateur de l'IIPE-Pôle de Dakar, Guillaume Husson. ■

## VERS UN DISPOSITIF DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE EN MAURITANIE

En Mauritanie, l'immense majorité des travailleurs, des secteurs formels comme informels, qui ont acquis des compétences en dehors des parcours de formation, ne bénéficient pas de la reconnaissance nécessaire à leur évolution individuelle ou à l'amélioration de leur activité professionnelle. Ce problème dû à l'absence d'un dispositif fonctionnel de validation des acquis de l'expérience (VAE) avait été révélé par une analyse des freins dans la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle, conduit en 2016, avec le soutien de l'IIPE-Pôle de Dakar via sa Plateforme d'expertise en formation professionnelle (Pefop). Afin de répondre à ce défi, le ministère de

l'Emploi, de la Formation professionnelle et des Technologies de l'information et de la communication, a lancé en juillet 2017 un chantier de conception d'un dispositif de VAE. Ce travail est soutenu par l'IIPE-Pôle de Dakar dans le cadre de son accompagnement des acteurs publics et privés des secteurs économiques de l'Agropastoral de la région du Gorgol, du BTP à Nouakchott et de la Pêche à Nouadhibou. À la suite d'une rencontre avec le ministre, les acteurs publics et privés mauritaniens ont tenu un atelier de deux jours en septembre 2017 pour détailler et valider le projet de dispositif de VAE. Ils ont ainsi défini les groupes cibles prioritaires, les

conditions d'accès au dispositif, les étapes à suivre, les acteurs impliqués et leurs responsabilités, les pistes et modalités de financement et les expérimentations à mener.

En confrontant le fruit de ces échanges avec les résultats d'une analyse comparative des systèmes de VAE au niveau international, il a été possible de définir de manière consensuelle un dispositif de VAE désormais partagé par l'ensemble des acteurs mauritaniens. L'IIPE-Pôle de Dakar accompagnera l'expérimentation de ce dispositif avant sa validation définitive et sa généralisation. ■



## À VOS AGENDAS ! LES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVÉS DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN AFRIQUE

ATELIER RÉGIONAL DE L'IIPE-PÔLE DE DAKAR DU 19 AU 21 MARS

L'IIPE-Pôle de Dakar, avec les pays partenaires de sa plateforme d'expertise en formation professionnelle (Pefop), s'associe à LuxDev et l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFE) pour organiser un atelier dédié aux partenariats publics-privés dans la formation professionnelle en Afrique, du 19 au 21 mars prochain, à Dakar. Cet atelier est également soutenu par le programme BEAR (*Better education for Africa's rise*) de l'UNESCO et par la Facilité de soutien de la Commission européenne (VET-Toolbox) en ETFP.

Responsables de ministère, de branches professionnelles et de centres de formations, ce sont environ 80 participants d'une quinzaine de pays d'Afrique qui sont attendus. Ces trois journées seront consacrées au partage d'expériences et d'outils en matière de partenariats entre acteurs du public et du privé. Les échanges se focaliseront sur des cas spécifiques ayant permis de construire des partenariats publics-privés forts et durables. Ce type de partenariat est considéré comme l'une des voies les plus efficaces pour améliorer le lien entre la formation professionnelle et le monde du travail. ■

## UN NOUVEAU PROGRAMME D'APPUI AU PILOTAGE DE LA QUALITÉ

Améliorer la qualité des apprentissages est l'une des priorités essentielles des politiques globales d'éducation. Cet enjeu est au cœur du nouvel agenda 2030 pour l'éducation à travers les différentes cibles de l'objectif de développement durable n°4. Sur le continent africain, trop d'enfants n'ont pas atteint un niveau conforme de connaissances à l'issue de leur scolarité.

Pour résoudre ce défi, l'IIPE-Pôle de Dakar lance un nouvel appui soutenu par l'Agence française de développement : le renforcement des capacités pour le pilotage de la qualité à l'enseignement de base. Un premier cercle de 6 pays<sup>1</sup> est directement concerné avec un appui structuré incluant une coopération technique, des formations, des outils méthodologiques, la production et le partage de connaissances. D'autres pays

participant aux évaluations des acquis des apprentissages du PASEC<sup>2</sup> de 2014 ou de 2019, constitueront un second cercle, afin d'avoir un plus large partage de connaissances sur le sujet.

L'objectif du programme est de formuler des propositions concrètes de mesures permettant l'amélioration des résultats de l'éducation. Au niveau méthodologique, l'appui consiste en l'utilisation des données produites par les systèmes éducatifs. Des outils ayant un impact direct sur la gestion scolaire et les apprentissages seront ensuite mis en place, tels que les tableaux de bords école. Seront également développés des actions visant à améliorer la qualité et son pilotage au niveau des écoles.

Le développement d'une éducation de qualité nécessite la coordination des acteurs de tous les échelons du système

d'enseignement de base : autorités publiques nationales et déconcentrées, société civile, corps enseignant et élèves. Le programme visera également la création d'un réseau régional pour le partage d'expériences, la collaboration et la diffusion de bonnes pratiques afin d'améliorer la qualité à l'enseignement de base. Cela comprendra la tenue régulière de séminaires régionaux ainsi que de nombreuses activités en ligne sur le portail web de l'IIPE Learning Portal consacré aux apprentissages : [learningportal.iiep.unesco.org](http://learningportal.iiep.unesco.org).

Le lancement officiel de ce programme d'appui a eu lieu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 13 au 15 février. Il a réuni notamment les décideurs politiques des six pays du premier cercle pour sensibiliser les divers acteurs à une implication active tant au niveau politique que technique. ■

1. Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Madagascar, Niger, Sénégal, Togo.

2. Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Confemem.



## Bâtir des systèmes éducatifs résilients

**Les crises qui surviennent dans les pays sont nombreuses et impactent les systèmes éducatifs. Au-delà des crises, des contextes de vulnérabilité exposent les systèmes aux risques. Alors, qu'est-ce qu'un risque dans le domaine de l'éducation ?**

En éducation, les situations de crises sont celles où le cours normal de l'activité d'enseignement est rompu, subitement ou progressivement, pour un nombre important d'acteurs, notamment les élèves ou les enseignants. Lorsque dans un pays ou une région il existe une probabilité importante que des crises surviennent – comme les conflits (communautaires, armés), les catastrophes naturelles et les épidémies –, le système éducatif est alors dit « à risque ». Le vocable « risque » fait en ce sens référence à des phénomènes violents et brutaux tels que la guerre, un tremblement de terre ou encore un tsunami. Toutefois, le risque peut aussi être lié à des situations latentes (grèves pacifiques répétées des enseignants du fait des faiblesses institutionnelles de tous genres) ou progressives (famines, sécheresse) avec leurs lots de fermeture d'écoles ou d'abandons scolaires des enfants. Une anecdote à ce sujet concerne un groupe d'experts qui, lors d'une visite non annoncée, sont surpris de la disparition d'une école. Après avoir discuté avec les populations locales, ils comprennent que suite à une longue sécheresse qui a entraîné un déficit fourrager important dans la région, l'école avait été mangée par les chameaux : sa structure précaire était composée de tiges de mil et de paille. L'école est dans ce cas une victime collatérale d'une situation de vulnérabilité et l'avenir des enfants s'en trouve hypothéqué.

### Pourquoi accorder plus d'importance à l'analyse des risques et vulnérabilités ?

Depuis quelques années, en effet, l'analyse de la vulnérabilité du système éducatif vis-à-vis des crises prend une place de choix dans les analyses sectorielles conduites dans les pays. Trois raisons à cela. Tout d'abord, les contextes de crise sont récurrents mais



**Koffi Segniagbeto**  
est analyste principal des politiques éducatives à l'IPE-Pôle de Dakar. Il dirige depuis plus de 10 ans des missions d'appui technique aux pays en analyse et en planification éducative.

les systèmes éducatifs sont souvent insuffisamment – voire absolument pas – préparés à y faire face. Aider les systèmes à devenir résilients passe nécessairement par une meilleure compréhension des différents risques, de leurs caractéristiques essentielles et de leurs effets réels ou potentiels sur le système. Analyser les risques – et surtout en intégrer les actions d'atténuation (*mitigation*) dans le processus de planification de l'éducation – est aussi une question de justice sociale. En effet, une proportion importante des enfants non scolarisés se trouve dans les zones en crises. Permettre à ces derniers de retrouver les bancs d'une salle de classe suppose une analyse affinée des poches de vulnérabilité ou de fragilité du système. Enfin, l'éducation n'est pas neutre vis-à-vis des risques de conflits. En particulier, si l'éducation peut – et doit – aider à en atténuer les effets, il peut aussi arriver qu'elle les exacerbe. Par exemple, en 2002, en Côte d'Ivoire, l'école aurait joué un rôle dans la diffusion de la violence. Les élèves, répliquant des schémas de méfiance accrue entre adultes, se sont parfois engagés dans des formes violentes de syndicalisme. Comprendre les interactions entre éducation et risques de crises devient alors un impératif pour aboutir à des écoles plus sûres pour les enfants et pour rebâtir la cohésion sociale de l'ensemble de la population. ■

## Une méthodologie dédiée aux risques intégrée aux analyses du secteur de l'éducation

L'IPE et ses partenaires, conscients de l'importance de la prise en compte des risques et des vulnérabilités dans l'analyse du secteur de l'éducation et de la formation, mènent depuis plusieurs années une réflexion collective pour mettre au point une méthodologie tenant compte des risques.

L'IPE-Pôle de Dakar a développé une expertise dans ce domaine en intégrant les risques et vulnérabilités dans l'analyse du secteur de l'éducation et de la formation d'une demi-dizaine de pays d'Afrique.

La méthodologie d'analyse se déroule principalement en trois étapes. Premièrement, il s'agit de réaliser une typologie des risques (conflits et catastrophes naturelles) auxquels une région ou le pays se trouve régulièrement ou sporadiquement exposé. Cette typologie se réalise avec les cadres nationaux, en concertation avec les partenaires techniques présents dans le pays. Si possible, cette typologie est complétée par une hiérarchisation des différents risques sur la base notamment d'une appréciation de leur sévérité. En second lieu, l'analyse aborde les interactions qu'il y a eues ou qu'il peut y avoir entre risques et éducation afin, notamment, de mettre en exergue l'impact des crises sur divers aspects du système éducatif (accès, rétention, qualité), mais aussi de faire ressortir en quoi le système éducatif porte en son sein des germes de conflits (curriculum caché, par exemple). La dernière séquence de la méthode consiste en une analyse de la capacité du système éducatif à faire face aux risques. Pour cette étape, est effectuée une revue des dispositifs institutionnels en place ainsi que des succès et échecs des actions réalisées dans le passé pour atténuer les risques dans les situations auxquelles le pays s'est trouvé confronté.

En vue de planifier des politiques adéquates permettant de rendre les systèmes éducatifs résilients, analyser des risques constitue une première étape importante. L'IPE-Pôle de Dakar, en appliquant cette méthodologie dans l'analyse sectorielle de la Guinée Bissau en 2015, a par exemple mis en exergue l'absence d'un service spécialement dédié aux situations d'urgences. Ceci a conduit le gouvernement à mettre en place un plan de contingence destiné à la préparation et à la réponse aux risques de crises et de catastrophes naturelles. Pour l'analyse du secteur de l'éducation et de la formation du Tchad, en 2016, le recours à cette méthodologie a permis de constater combien la crise alimentaire a été une cause majeure d'abandon au sein du système éducatif et d'alerter les autorités sur ce point. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, en 2016, l'analyse des risques a permis de mieux mettre en lumière les problématiques éducatives liées aux personnes déplacées et réfugiées dans certaines régions. Dans ce cas, la prise en charge éducative des personnes déplacées internes et des réfugiés peut soulever plusieurs problématiques, dont la capacité d'accueil, aussi bien en matière d'infrastructures que de personnels.

La méthodologie développée permet ainsi de mieux mettre en perspective les enjeux liés aux risques et aux vulnérabilités dans le système éducatif. Améliorer la prise en compte de ces enjeux dans l'analyse du secteur de l'éducation et de la formation est une première étape vers une planification sensible aux risques en vue de renforcer la résilience des systèmes éducatifs face aux crises. ■

DOSSIER

# RÉDUIRE L'IMPACT DES CRISES

ÉTABLIR UN LIEN ENTRE L'AIDE HUMANITAIRE  
ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT GRÂCE  
À UNE PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION  
ADAPTÉE AUX SITUATIONS DE CRISE



© UNHCR/Georgina Goodwin

## ÉTABLIR UN LIEN ENTRE L'AIDE HUMANITAIRE ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT GRÂCE À UNE PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION ADAPTÉE AUX SITUATIONS DE CRISE

Lorsqu'elles se prolongent, les situations d'urgence entraînent souvent des conditions de vie très dures et limitent l'accès à des services de base, comme la santé et l'éducation. Dans le cas des enfants réfugiés à travers le monde, seuls 61 % ont accès à l'enseignement primaire et 23 % à l'enseignement secondaire. À l'échelle mondiale, 136 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et de protection en raison de conflits, de catastrophes naturelles, d'épidémies ou de déplacements. Selon le rapport « Global Humanitarian Overview, 2018 » d'OCHA<sup>1</sup>, répondre aux besoins de ces populations nécessiterait un financement record de 22,5 milliards de dollars des États-Unis pour la seule année 2018.

Cette situation appelle à résoudre des problèmes humanitaires explicites, mais aussi des problèmes de développement. Il est essentiel de combler le fossé entre l'aide humanitaire et l'aide au développement pour satisfaire les besoins de ces populations.

Selon l'IIPE, une solution réside dans le déploiement de systèmes éducatifs résilients. Le soutien apporté aux ministères de l'Éducation pour atteindre cet objectif constitue le troisième pilier de la stratégie à moyen terme récemment lancée par l'IIPE. Les plans du secteur de l'éducation qui prévoient des mesures de réduction des risques sont au cœur de approches alliant la dimension humanitaire et le développement. Ils tiennent compte des risques humanitaires et visent à répondre aux besoins qui se manifestent lorsque ces risques ont des conséquences désastreuses sur le système éducatif. Ces plans nationaux réunissent tous les acteurs autour d'un projet commun : assurer une éducation de qualité pour tous, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP).

Le travail de l'IIPE est soutenu par un changement de paradigme au niveau mondial dans lequel le système humanitaire se concentre de plus en plus sur les vulnérabilités. Ce soutien est renforcé par le **Programme de développement durable à l'horizon 2030** et ses 17 objectifs qui visent à « ne laisser personne de côté » et se réfèrent explicitement aux populations vulnérables, notamment aux réfugiés et aux PDIP. Le **Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030** et ses quatre priorités donnent la marche à suivre pour renforcer la résilience et gérer les risques, et placent l'éducation au cœur de la résilience. Enfin, le **Programme international d'action pour l'humanité**, adopté lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016, s'efforce de garantir une transformation de l'action humanitaire pour qu'elle inclue des mesures de prévention, une bonne administration et une modification des mécanismes de financement. Cet environnement politique contribue à renforcer le lien entre aide humanitaire et développement.

L'appui de l'IIPE au ministère de l'Éducation du Soudan du Sud fournit un exemple dans lequel le processus de planification a réuni des acteurs de l'aide humanitaire et du développement<sup>2</sup>. Le plus jeune pays du monde – miné par une crise politique profonde – a élaboré son deuxième plan stratégique pour l'enseignement général (GESP) dans un contexte de crise économique nationale, de pauvreté répandue, de manque d'infrastructures et d'instabilité politique. L'analyse du secteur de l'éducation (ASE) sensible aux situations de crise a reposé sur des données provenant d'OCHA, et plus particulièrement sur son indice de risque. Cet indice est fondé sur une série d'indicateurs pour chaque risque (civils touchés par le conflit, décès et maladie, insécurité alimentaire et moyens de subsistance, et



© UNHCR/David Azia

malnutrition généralisée), régulièrement collectés au niveau des pays.

Les conclusions de l'ASE ont ensuite servi de base à l'intégration de questions relatives à la sécurité et à la cohésion sociale dans le plan du secteur de l'éducation (PSE) du pays. Par conséquent, des mesures ont été mises en place telles que l'installation de clôtures pour garantir la sûreté des espaces éducatifs, l'assistance aux enfants non scolarisés, notamment pour les PDIP et les réfugiés, et l'amélioration de la coordination entre le ministère de l'Éducation et les partenaires humanitaires. Le ministère a également mis en place un nouveau programme scolaire qui intègre les enjeux de sécurité, de résilience et de cohésion sociale.

Au Burkina Faso, le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA) a élaboré une stratégie de réduction des risques de conflits et de catastrophes qui a servi de cadre d'action pour les activités de réduction des risques menées dans le secteur de l'éducation. Après avoir analysé l'exposition du système éducatif à différents risques et examiné les capacités existantes en matière de réduction des

risques, le ministère a retenu une série d'activités prioritaires de prévention. Il s'agissait notamment de rationaliser soigneusement la fourniture d'alimentation scolaire, de prépositionner les fournitures scolaires et d'investir dans des conteneurs résistants aux intempéries pour le stockage du matériel scolaire dans les zones régulièrement exposées à des vents violents et de fortes pluies.

L'établissement de nouveaux partenariats est un autre aspect essentiel pour le renforcement du lien entre aide humanitaire et développement. L'IIPE est engagé dans un nouveau partenariat avec le **Service des instruments de politique étrangère** de l'UE afin de renforcer le lien entre aide humanitaire et développement dans le secteur de l'éducation. La collaboration portant sur le « *renforcement des capacités de planification du secteur de l'éducation pour la prévention des conflits et la préparation aux situations de crises* » permettra aux différents acteurs de repenser le lien entre aide humanitaire et développement. Elle vise à réduire les risques de conflits et de catastrophes et à favoriser un accès équitable à une éducation de qualité pour les enfants et les jeunes dans les contextes de crise.

1. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies.

2. Pour en savoir plus sur l'aide apportée par l'IIPE aux pays dans le cadre de l'élaboration de plans adaptés aux situations de crise, veuillez consulter notre note d'orientation intitulée : [Planifier l'éducation en étant sensible aux conflits et aux risques : quelles leçons tirer de trois cas ?](#)

L'IIPE travaillera avec les ministères de l'Éducation ainsi que les partenaires de l'aide humanitaire et du développement pour renforcer les capacités en matière de planification de l'éducation adaptée aux situations de crise, et notamment de planification pour les réfugiés. Le programme vise également à enrichir l'état des connaissances sur la prévention des crises, l'atténuation et les efforts d'intervention dans le secteur de l'éducation et, plus particulièrement, à offrir un enseignement de qualité aux réfugiés.

Ce programme comporte trois volets :

- 1. Renforcer les capacités au niveau mondial :** élaboration et mise en place de formations sur la planification adaptée aux situations de crise ;
- 2. Renforcer les capacités au niveau national :** mise en place d'une coopération technique au niveau national dans trois pays, et ;
- 3. Produire et générer des connaissances :** réalisation de recherches et plaidoyer politique mondial fondé sur des informations factuelles.

Le renforcement des capacités au niveau mondial réunira des partenaires tels que le Global Education Cluster et l'UNHCR qui aideront les acteurs de l'éducation à mieux comprendre les trois volets de la planification de l'éducation susceptibles de se dérouler en parallèle – planification humanitaire, planification du secteur et planification pour les réfugiés. Le personnel des ministères de l'Éducation et les partenaires de l'aide humanitaire et au développement devront approfondir leurs connaissances des processus de planification afin de déterminer des points d'ancrage pour une coopération et des approches collaboratives en faveur d'une planification conjointe garantissant un enseignement de qualité constante et sur le long terme.

Le volet national du programme sera adapté aux pays participants. Il pourra inclure des initiatives telles que la prise en compte des risques et vulnérabilités dans l'analyse du secteur de l'éducation, comme cela a été le cas dans plusieurs pays africains, notamment au Tchad, en RDC, en Guinée Bissau, en Côte d'Ivoire et en Guinée, avec l'aide de l'IIPE-Pôle de Dakar.

Enfin, la production de nouvelles connaissances dans ce domaine permettra d'enrichir une base de données en vue d'un plaidoyer politique mondial et d'un soutien technique destinés à combler le fossé entre l'aide humanitaire et l'aide au développement. Parmi les points qu'il est urgent d'éclaircir, il convient de mentionner la gestion des enseignants qui travaillent auprès des réfugiés. En collaboration avec Education Development Trust, l'IIPE a récemment lancé un programme de recherche intitulé « Qui enseigne aux réfugiés ? » qui se penchera sur les questions du recrutement, de la qualification, de la sélection, de la préparation et du perfectionnement des enseignants. Les travaux de recherche, qui seront menés en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, permettront aussi d'analyser les aspects qui encouragent la rétention des enseignants et des questions liées à leur rémunération et aux primes. Les travaux de recherche se dérouleront en 2018 et 2019. Ils visent à décrire les politiques actuellement en vigueur aux niveaux international, régional et national qui guident les ministères de l'Éducation dans la sélection et la gestion des enseignants travaillant auprès des réfugiés. Les travaux de recherche contribueront par ailleurs à enrichir les connaissances mondiales pour des politiques prometteuses en matière de gestion des enseignants dans un contexte de crise.

L'IIPE espère que grâce aux activités qu'il mène avec ses partenaires aux niveaux mondial et national, il contribuera à rendre les systèmes éducatifs du monde entier plus résilients aux chocs et aux crises, l'objectif commun étant d'offrir un enseignement de qualité pour tous quelles que soient les situations. ■

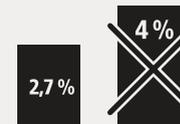
## EN CHIFFRES

### L'ÉDUCATION FACE AUX CRISES



# 75 MILLIONS D'ENFANTS

VIVANT DANS UN PAYS AFFECTÉ PAR UNE CRISE ONT BESOIN D'UN SOUTIEN ÉDUCATIF



L'ÉDUCATION DANS LES SITUATIONS D'URGENCE A REÇU 2,7 % DE L'AIDE HUMANITAIRE, BIEN EN DEÇÀ DE L'OBJECTIF DE 4 %.



1 DOLLAR INVESTI DANS LA RÉDUCTION DES RISQUES POURRAIT ÉPARGNER 7 DOLLARS EN COÛT DE RECONSTRUCTION

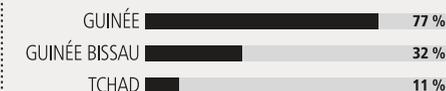
### L'ÉCOLE EST EXPOSÉE À DES RISQUES NOMBREUX ET VARIÉS

(Pourcentage d'écoles affectées par le risque - Enquêtes réalisées lors d'analyses des risques appuyées par l'IIPE-Pôle de Dakar)

#### INONDATIONS



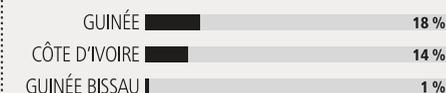
#### INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



#### GRÈVES



#### CONFLITS COMMUNAUTAIRES



## Esther Akumu

DIRECTRICE DU DÉPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES,  
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET DE L'INSTRUCTION, SOUDAN DU SUD

### RESSOURCES EN LIGNE DE L'IIPE SUR LES POLITIQUES, LA PLANIFICATION ET LES PROGRAMMES SCOLAIRES ADAPTÉS AUX SITUATIONS DE CRISE

L'IIPE et le programme Protéger l'éducation de l'insécurité et des conflits (PEIC) de la fondation Education Above All ont développé des outils, des ressources et des méthodes destinés à aider les ministères de l'Éducation et leurs partenaires à intégrer la sensibilisation aux situations de crises dans les programmes scolaires et la planification de l'éducation.

« Ensemble, nous avons orienté la conception de la planification en situation de crise dans le secteur de l'éducation, a déclaré Mme Suzanne Grant Lewis, Directrice de l'IIPE. Nous avons également renforcé les dialogues au niveau local, non seulement en ce qui concerne les mesures à prendre en cas de crise, mais aussi sur la manière de mobiliser les systèmes éducatifs pour prévenir ces situations et s'y préparer. » Les kits de ressources pour la planification et l'élaboration des programmes scolaires sont très demandés et disponibles en anglais, en français et en arabe ; ils donnent des orientations détaillées sur la manière de résoudre les questions de sécurité, de résilience et de cohésion sociale dans les processus de planification du secteur de l'éducation et de l'élaboration des programmes scolaires. Ces kits sont déjà utilisés dans le monde entier par les responsables politiques.

Au cours de cette collaboration, les partenaires ont également organisé des ateliers nationaux et régionaux ainsi que des formations à distance

pour aider les ministères de l'Éducation à mieux anticiper les crises. Ce partenariat s'est également traduit par un soutien direct à plusieurs ministères de l'Éducation, notamment au Soudan du Sud et en Ouganda.

Outre la publication des études de cas du Soudan du Sud et de l'Ouganda, les partenaires ont consigné les expériences qui se sont déroulées au Népal, au Burkina Faso et en Palestine dans des publications, ressources précieuses pour les pays qui cherchent des exemples concrets sur la manière de réduire les risques de conflit et de catastrophe à travers l'éducation.

L'IIPE et le PEIC continuent de partager les principaux résultats de leur partenariat sur le site web [education4resilience.iiep.unesco.org](http://education4resilience.iiep.unesco.org) qui rassemble plus de 400 documents relatifs à la planification de l'éducation et aux programmes scolaires pour la sécurité, la résilience et la cohésion sociale. Les versions intégrales des kits de planification et d'élaboration de programmes y sont également disponibles. Dans le même temps, les partenaires renouvellent leur engagement à travailler sur l'éducation dans les situations de crise en collaborant avec le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) et le Global Education Cluster. ■



© UNHCR/Georgina Goodwin

#### Le ministère de l'Enseignement général et de l'Instruction (MdEGI) du Soudan du Sud a élaboré un Plan stratégique 2017-2022 pour l'éducation qui aborde la question des risques. Pourquoi cette dimension a-t-elle été intégrée à la planification du secteur de l'éducation ?

La crise qui sévit depuis peu dans notre pays nous a fait prendre conscience que nous ne sommes pas prêts à affronter toutes les situations. Le conflit a forcé approximativement 1 000 écoles à fermer et l'on estime que plus de 1,8 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire n'y vont pas en raison de la violence qui règne dans l'ensemble du pays. Nous savons désormais qu'une catastrophe peut survenir à tout moment. Nous voulons être parés à toute éventualité, savoir comment réagir à tout type de situation. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a décidé d'intégrer la gestion des risques dans le récent plan du secteur de l'éducation qui couvre la période 2017-2022, en veillant à ce que cette dimension soit budgétisée.

Par ailleurs, en observant le travail de nos partenaires de l'éducation dans les situations d'urgence, nous avons constaté qu'une approche collaborative était essentielle pour obtenir des résultats. La prise en compte des risques dans la planification a permis un rapprochement du gouvernement et des différents partenaires sur cette question. L'élaboration du plan du secteur de l'éducation, dirigée par le MdEGI, a réuni un grand nombre d'acteurs du secteur de l'éducation aux niveaux central et local, la société civile, le Cluster de l'Éducation, l'UNESCO, l'UNICEF et l'UNHCR. Ce dialogue est très utile pour anticiper les crises susceptibles de se produire. La prise en compte de la question des risques dans la planification contribue à sensibiliser davantage les acteurs scolaires aux problèmes qui peuvent surgir. Il est fondamental que la communauté éducative possède les connaissances nécessaires pour faire face aux périodes de crise. Cette sensibilisation est une première étape vers une gestion efficace des risques.

#### Pouvez-vous nous expliquer plus précisément comment ce plan stratégique tient compte des risques et des vulnérabilités du système ? Pouvez-vous nous donner des exemples ?

Différents enjeux directement liés à la sécurité et à la cohésion sociale ont été intégrés dans le PSE : espaces d'apprentissage sécurisés, opportunités scolaires pour les enfants soldats démobilisés et les enfants déscolarisés, amélioration de la coopération entre le MdEGI et ses partenaires du secteur

de l'humanitaire. Le ministère a également développé un nouveau programme scolaire qui comprend des éléments de sécurité, de résilience et de cohésion sociale.

Les activités menées par les partenaires techniques et les responsables nationaux à travers des ateliers pratiques de planification ont contribué à éclairer les aspects techniques du travail et facilité les discussions du ministère sur l'établissement de priorités stratégiques. La participation active d'acteurs étatiques et non étatiques a favorisé l'adhésion au processus de planification. L'engagement des partenaires humanitaires et de développement est essentiel pour garantir l'alignement de la gestion des crises sur les priorités du gouvernement.

La politique de gestion des risques relève d'un processus d'ensemble qui implique la plus large participation possible du gouvernement, des partenaires, des ONG, des parents et des élèves. Ce processus est complexe, mais il est essentiel que chacun participe pour qu'il puisse être fonctionnel et efficace.

#### Quels résultats cette approche a-t-elle permis d'obtenir ?

En collaboration avec les partenaires, nous sommes parvenus à ce que de nombreux enfants déscolarisés retournent à l'école. L'éducation n'attend pas. Nous saluons comme une grande réussite le retour à l'école de 400 000 enfants et la création de près d'un millier d'espaces éducatifs temporaires grâce au programme Back to Learning. Les enfants déplacés à l'intérieur du pays continuent, quant à eux, d'avoir accès à l'éducation dans des camps de réfugiés ou des écoles publiques locales.

Ce processus est très positif, car tous les enfants qui vont à l'école apprennent à vivre dans l'altérité, même s'ils viennent de différentes communautés qui se considèrent parfois comme des opposants. L'école est un sanctuaire, un lieu protégé et sûr qui réunit des enfants de diverses origines. En ce sens, l'école joue un rôle dans le processus de consolidation de la paix : les enfants apprennent à vivre ensemble et transmettent ce message de cohésion à leur famille.

Au fur et à mesure que nous mettons en œuvre ce programme, la sensibilisation de la population et les capacités de résiliences sont renforcées.

Un aspect fondamental de notre politique de gestion des risques est de sensibiliser les élèves et que les élèves, à leur tour, transmettent la culture de la paix au-delà de la salle de classe. Ce qu'un enfant apprend dépasse les limites de l'école. C'est ainsi que le pays évoluera. ■

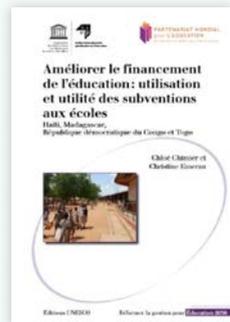
## PUBLICATIONS



### Démarche d'identification et d'analyse des freins à la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle

L'IIPE-Pôle de Dakar, via sa plateforme d'expertise en formation professionnelle (Pefop), a développé une démarche participative d'identification des freins à l'opérationnalisation des politiques rénovées de la formation professionnelle.

Cette approche a pour objectif de proposer un cadre de références méthodologiques qui pourra servir d'outil commun d'identification des freins pour la mise en œuvre et l'opérationnalisation des politiques de formation professionnelle.



### Améliorer le financement de l'éducation : utilisation et utilité des subventions aux écoles

Cet examen comparatif revient sur les raisons ayant présidé à la mise en place des subventions aux écoles et les modalités pratiques adoptées dans quatre pays : Haïti, Madagascar, la République démocratique du Congo et le Togo.



### Structurer les carrières pour motiver les enseignants

Convoquant l'expérience d'un large éventail de pays, cet ouvrage examine les rapports entre structures de carrière et motivation des enseignants. Il identifie différents modèles d'organisation de l'évolution professionnelle des enseignants et met en évidence les difficultés de mise en œuvre.

## AGENDA

### Lancement de l'appui de l'IIPE-Pôle de Dakar au pilotage de la qualité

Abidjan, Côte d'Ivoire  
13 au 15 février 2018

### Atelier régional - Les partenariats publics-privés dans la formation professionnelle en Afrique

Organisé par l'IIPE-Pôle de Dakar, l'IFEF et Luxdev  
Dakar, Sénégal  
19 au 21 mars 2018

Retrouvez les publications du Pôle de Dakar sur [www.poledakar.iiep.unesco.org](http://www.poledakar.iiep.unesco.org) et l'ensemble des publications de l'Institut international de planification de l'éducation sur <http://publications.iiep.unesco.org/>

## DANS LES PAYS

MISSIONS DE JUILLET À DÉCEMBRE 2017



“ Ensemble, nous pouvons nous attaquer aux causes profondes des crises et des conflits. Ensemble, nous pouvons renforcer les acquis du développement en fournissant les services de base les plus élémentaires dans les situations humanitaires. Ensemble, nous pouvons nous attaquer aux vulnérabilités et atteindre les plus éloignés. ”

---

**SUZANNE GRANT LEWIS**  
DIRECTRICE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL  
DE PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION DE L'UNESCO

PÔLEMAG

LE MAGAZINE D'INFORMATION DE L'IIPE PÔLE DE DAKAR

**#27**  
FÉVRIER 2018

[www.poledakar.iiep.unesco.org](http://www.poledakar.iiep.unesco.org)